

Une pause dans la crise ou l'amorce d'un nouveau boom économique ?

Le 30 octobre, le Département américain du commerce a annoncé que l'économie américaine avait connu un taux annuel de croissance du PIB ⁽¹⁾ de 7,2 % au cours du troisième trimestre 2003. Le 25 novembre, ce chiffre a été corrigé à la hausse pour atteindre 8,2 %. Du fait que ces statistiques sont constamment révisées, on peut se demander ce que ces chiffres signifient vraiment (la «productivité miracle» de la seconde moitié des années 1990 a presque disparu lors des révisions rétrospectives à la baisse après le krach de mars 2000).

Quelle que soit la situation, il est clair que l'administration Bush ⁽²⁾ pousse à tout stopper en vue de sa réélection en 2004. On n'a pas besoin de croire dans un «cycle commercial politique» pour reconnaître que le gouvernement américain dispose de suffisamment d'outils pour regonfler l'économie jusqu'à l'année électorale. Le stratagème le plus connu, dans ce registre, fut l'emploi de la reflation ⁽³⁾ initiée par Nixon en 1971-1972, reflation fondée sur le contrôle des prix et des salaires, sur la réforme du «système de Bretton Woods ⁽⁴⁾. Cela signifiant une surcharge de 32 % pour les importations étrangères et une augmentation importante (pour cette période) des dépenses de l'Etat fédéral et du déficit public, le tout pour assurer sa réélection en 1972. Après quoi, l'inflation s'envola, le système de Bretton Woods s'écroula et les Etats-Unis et le monde plongèrent de 1973 à 1975 dans la récession économique la plus profonde depuis les années 1930.

Naturellement, Nixon se préoccupait des tendances à long terme qui dépassaient le cadre de sa stratégie électorale, mais ce «cycle commercial politique» visait à reporter la crise après les élections, et à garantir le maximum de souplesse pour «prendre des mesures» après avoir consolidé le pouvoir politique. Et il est incontestable que, pendant trois ans (2000-2003), les cours de la Bourse ont dégringolé aux Etats-Unis; des milliers de milliards de dollars se sont évaporés sur le marché boursier mondial; et il s'est produit une «récession douce» de nouveau fondée sur ces statistiques douteuses, constamment manipulées à des fins politiques.

Le taux de chômage officiel de 6 % ⁽⁵⁾ dans la période 2001-2003 n'inclut pas les 1 % de la population américaine qui croupissent en prison, pas plus que ceux qui ont entièrement abandonné le marché du travail ou travaillent à temps partiel (y compris quelques heures par semaine) et voudraient bien travailler à temps complet. Si l'on inclut ces fractions de la population exclue des statistiques, le taux de chômage réel peut être estimé à environ 11 %. En réalité, 2 700 000 emplois ont disparu dans l'économie américaine depuis l'an 2000 et les chiffres de l'emploi n'ont guère varié depuis lors.

Il est tout aussi clair que, depuis janvier 2001, Greenspan ⁽⁶⁾ et la Réserve fédérale craignent qu'un krach déflationniste de grande ampleur se produise suite à la fin du boom high-tech (durant lequel on découvrit, par exemple, que 98 % des câbles en fibre optique posés au cours des années précédentes ne seraient jamais utilisés). Le taux de la Réserve fédérale (celui auquel cette banque prête de l'argent aux établissements bancaires) tomba de 6 % à 1 % en juin 2003 et tout le monde emboîta le pas. A cela s'ajoutèrent les réductions d'impôts de Bush pour les riches (environ 200 milliards par an) et l'augmentation la plus rapide du déficit fédéral (estimé à 375 milliards de dollars ⁽⁷⁾ pour 2003) depuis le budget en équilibre obtenu (avec quelques astuces comptables) dans les dernières années du précédent président, Clinton. (Il est quelque peu comique de voir les Démocrates attaquer maintenant les Républicains pour ce déficit budgétaire énorme.)

Finalement le déclin du dollar après 2002 (40 % contre l'euro, 10 % contre le yen) ⁽⁸⁾ vise à rendre les produits américains moins chers outre-mer, ce qui n'a pas encore réduit les 500 milliards de déficit de la balance américaine des paiements, mais a accru le coût des produits importés – ce qui devrait, à brève échéance, entraîner une inflation aux Etats-Unis. En même temps, les Etats-Unis doivent emprunter quotidiennement 1,5 milliard de dollars pour couvrir ce déficit et actuellement prendre 40 % de

l'épargne mondiale ⁽⁹⁾.

L'estimation minimale de 2 000 milliards de dollars de dette (10 000 milliards détenus par les étrangers compensés par les 8 000 milliards investis par les Etats-Unis à l'étranger) signifie que le total de la dette étrangère américaine est déjà de 20 % du PIB, niveau équivalent à celui d'un pays du tiers-monde. Déjà, 1 % du PIB est consacré au paiement des intérêts dus au titre de la dette extérieure. La présente vague d'euphorie du marché (qui tend à nous faire croire que la dégringolade des années 2000-2003 est révolue) est fondée sur ces indices (parmi d'autres), qui n'existent que sur le papier. Ils sont censés annoncer une expansion qui n'a pas encore modifié la moindre des tendances fondamentales de la crise durant les années précédentes. En fait, elle est fondée surtout sur l'expansion des liquidités que nous venons de mentionner. Malgré tout le battage de la fin des années 1990 sur la Nouvelle Economie et la «révolution» high-tech, il semble que la santé de l'économie américaine dépende encore de la bonne volonté et de la capacité des Américains à acheter des maisons et des voitures à crédit, exactement comme il y a quarante ans.

Les trois quarts des profits des entreprises aux Etats-Unis «paraissent bons» mais, comme les commentateurs de «l'école autrichienne» tels que Richebacher ⁽¹⁰⁾ l'ont souligné, ces résultats sont généralement acquis par le succès des licenciements et des réductions d'activité dans les firmes américaines.

La stratégie de base consistant à ouvrir le crédit a réussi à amener la dette des «consommateurs» américains au niveau le plus haut de tous les temps; on a installé des mécanismes ingénieux de refinancement des emprunts hypothécaires; on a mis des centaines de milliards de dollars de pouvoir d'achat à la disposition de la classe moyenne, mais ce pouvoir d'achat repose sur le développement d'une bulle de l'immobilier dans tout le pays (bulle qui est actuellement en train d'atteindre ses limites). Cette bulle, comme la bulle du dollar, suivra le destin de la bulle high-tech plus tôt. Greenspan et Bush espéraient que l'accroissement des dépenses de consommation maintiendrait l'économie en vie jusqu'à ce que les dépenses des firmes en capital fixe redémarrent, schéma classique suivi par les précédents redémarrages après les récessions depuis la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, avec les firmes américaines tournant à 75 % de leur capacité et luttant encore pour sortir de leur endettement durant les années du boom, ces dépenses en capital fixe ne se sont pas encore vraiment manifestées. On peut aisément repérer l'un des meilleurs indices du manque de confiance des capitalistes dans la récente reprise: l'augmentation rapide du prix de quelques denrées de base ⁽¹¹⁾ (ce qui nous permet d'établir un autre parallèle avec la reflation des années 1971-1973), augmentation emmenée par l'or, qui a augmenté de 20 % en 2003.

Il nous faut maintenant nous tourner vers les dimensions internationales de la «reprise» américaine – perçues encore comme primordiales, même aux Etats-Unis. Il y a quinze ans, le principal déséquilibre de l'économie internationale apparaissait entre les Etats-Unis et le Japon. Les marchandises japonaises conquéraient le marché intérieur américain et les dollars américains s'accumulaient à la Banque du Japon. Aujourd'hui, tout se focalise de plus en plus sur le déséquilibre de la balance commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, alors que l'activité de ce pays remodèle la division internationale du travail. Le moteur de base de la prospérité a été pendant des années les exportations de l'Asie vers les Etats-Unis en échange de réserves de dollars. On estime que la Chine, le Japon, Taiwan et la Corée du Sud possèdent à eux seuls 1 000 milliards de dollars; la plus grande partie de cet argent est recyclée dans le marché des capitaux américains (par exemple la dette du gouvernement) ce qui rend possible un accroissement encore plus important du crédit et par suite de la consommation intérieure aux Etats-Unis.

Comme l'Europe dans les années 1950 et 1960, les puissances industrielles asiatiques permettent aux Etats-Unis de financer leurs déficits avec leur propre endettement extérieur (c'est ce que l'on appelle la politique de l'IOU, *I owe you* – en phonétique anglaise; reconnaissance de dette – littéralement : Je vous dois). On observe des tendances similaires, mais pas à la même échelle, aujourd'hui avec l'Europe et les détenteurs de dollars de l'OPEC ⁽¹²⁾.

L'énigme de la centralité du dollar dans l'économie mondiale doit être élucidée si l'on veut tenter de déceler les futures possibilités d'accumulation. Le dollar est en crise depuis qu'en 1998 le système de Bretton Woods a commencé à s'effondrer; il a survécu à cet effondrement (1971-1973) et à trois décennies d'un pur et simple «étalon dollar» (en contraste avec le précédent *gold exchange standard* ⁽¹³⁾ de 1944-1971) Pendant cette période, l'industrie américaine fut «dégraissée», réduite à la portion congrue, externalisée et vidée de son contenu. Avec l'émergence de la Chine, même les usines des *maquiladoras* à la frontière américano-mexicaine ⁽¹⁴⁾ sont délocalisées à Shenzhen ⁽¹⁵⁾.

Les pays étrangers ont compensé les déficits américains pendant 45 ans, car c'était le prix de leur accession au marché intérieur américain. Plusieurs facteurs servent de contre-tendances à une chute brutale du dollar: notamment, les investissements directs étrangers aux Etats-Unis (en partie pour contourner le choc en retour protectionniste prôné par quelques secteurs de l'industrie américaine tout comme par quelques organisations syndicales); et le rapatriement des profits des investissements (encore) considérables des Etats-Unis à l'étranger. Mais aucune analyse du déclin économique depuis les années 1950 ne peut dissimuler le caractère de plus en plus fictif de l'économie américaine dans sa globalité, même si les étrangers jugent qu'elle est «trop grande pour échouer». Un indice illustre cette tendance vers une économie de plus en plus fictive mieux que tout autre: le ratio «Q de Tobin»⁽¹⁶⁾, concept bourgeois qui s'exprime dans le taux de la valeur totale en capital fixe par rapport à son coût de remplacement.

Une étude montre que ce taux a fluctué autour de 1 durant tout le XX^e siècle jusqu'à 1995 avec des déviations évidentes en dessous (la période de crise et de déflation des années 1930) et au-dessus (la période inflationniste des années du boom des années 1960 et 1970). De 1995 à 2002, le ratio Q de Tobin pour le capital fixe américain est monté jusqu'au niveau vertigineux de 2,11. Le crédit rendant cela possible était largement développé par l'apport des étrangers. Une telle augmentation coexiste avec une augmentation similaire du dollar au cours des mêmes années, à la suite des années 1985-1995 durant lesquelles le dollar est faible. Les investissements étrangers dans des actifs en dollars après 1995 furent un «cercle vertueux» dans lequel des profits considérables (par exemple, l'engouement pour le marché des actions) étaient alimentés par une croissance constante du dollar.

Débutant en l'an 2000, le «cercle vertueux» se mua en cercle vicieux, avec l'effondrement du marché boursier qui se conjugua avec la chute du dollar, de sorte que les investisseurs étrangers perdaient par les deux bouts. En 2002, les investissements directs aux Etats-Unis étaient devenus négatifs et le directeur de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, se demandait ouvertement si le déclin «inévitable» du dollar serait une retraite progressive ou une panique brutale.

Mais, sous peine de ne plus rien comprendre au seul problème de l'économie, il faut tenir compte de la «politique» dans la critique de l'économie politique si l'on veut tenter de savoir jusqu'à quand les Etats-Unis réussiront à faire payer au reste du monde leur déclin et leur crise. Le succès (ou l'échec) de cette politique déterminera la durée de la reprise américaine présente, marquée par «une croissance accompagnée de perte d'emplois».

Le capitalisme américain se trouve devant un problème fondamental: la circulation de la masse de capital fictif (dans l'immédiat représenté par les deux mille milliards de dette extérieure) s'est développée pendant plus de 45 années d'hégémonie du dollar. Ainsi subventionnée, l'hégémonie du dollar a permis la valorisation du capital en extrayant un montant adéquat de plus-value (nous ne considérons même pas ici les milliers de milliards rattachés aux marchés dérivés internationaux⁽¹⁷⁾ et aux *hedge funds*, les fonds spéculatifs)⁽¹⁸⁾. Telle est la clé de la politique étrangère américaine qui vise à briser toutes les barrières subsistant contre une telle extraction de la plus-value. Elle s'est accomplie à travers les politiques néo-libérales du FMI et de la Banque mondiale, saignant à mort des centaines de millions de gens dans 80 pays du tiers-monde. Cela s'est poursuivi par l'ouverture de l'ex-bloc soviétique, un pillage extraordinaire de ses vastes ressources naturelles et (rien qu'en Russie), la plus grande chute démographique de l'histoire moderne en temps de paix. Cela s'est poursuivi par l'ouverture de la Chine dont l'économie, après 20 années d'une croissance annuelle de 8 à 10 %, est maintenant en danger de «surchauffe» car elle a absorbé trop de surplus en dollars. Cela s'est poursuivi par l'ALENA⁽¹⁹⁾, zone de libre-échange avec le Canada et le Mexique, et cette politique a l'intention de s'étendre à toute l'Amérique latine.

La politique américaine frappe maintenant à la porte des derniers blocs commerciaux, l'Europe et les puissances industrielles asiatiques. Celles-ci veulent s'opposer à l'espèce de pillage néo-libéral des actifs mené par un «gouvernement du monde des affaires» qui aux Etats-Unis a produit le *meltdown*⁽²⁰⁾ après l'an 2000. Les Etats-Unis ont pris un avantage important après la crise asiatique de 1997-1998. Ils ont contraint la Corée du Sud et d'autres pays à s'ouvrir pour des «réformes». On estime que 3,3 millions d'emplois dans le secteur des services émigreront des Etats-Unis vers l'Inde d'ici 2015, faisant de ce pays, concurrentiellement à la Chine, une nouvelle source de pillage.

Les Etats-Unis ont établi de fortes bases en Eurasie avec des troupes installées de la Géorgie à l'Ouzbékistan (de plus, la Pologne et la Roumanie abritent des bases américaines); ils cherchent à conserver les déficits commerciaux avec l'Europe, la Russie, l'Inde, la Chine et le Japon qui doivent

rester soumis aux besoins de la «seule superpuissance restante» du monde. La situation changerait si l'Union européenne pouvait développer une puissance politique et militaire correspondant à sa dimension économique. Pour le moment, l'Asie et la Chine sont le plus grand obstacle à cette stratégie américaine de contraindre le reste du monde à subventionner son déclin ⁽²¹⁾.

Depuis la crise de 1997-98, les puissances asiatiques ont tenté de bâtir un bloc commercial similaire à celui de l'Union européenne et de l'ALENA. Ce bloc impliquerait une union douanière, une monnaie asiatique et une sorte de Fonds monétaire asiatique indépendant du FMI. (Les Japonais ont fait des propositions à ce sujet, mais ont été aussitôt rembarés par les Etats-Unis.) Il est évident que cette stratégie vise à briser la dépendance de l'accès au marché américain et sa conséquence: l'accumulation de dollars en échange de marchandises. En conséquence (comme le fit le secrétaire américain du Trésor Robert Rubin lors du *meltdown* asiatique) les Etats-Unis ont ridiculisé de telles tentatives. De la même façon qu'ils essaient constamment d'entraver l'unification européenne en se servant de la Grande-Bretagne, de l'OTAN, et plus récemment des guerres d'Afghanistan et d'Irak.

Nous n'avons, jusqu'à présent, pas évoqué l'autre obstacle potentiel à la gestion de la crise capitaliste américaine: la classe ouvrière américaine.

C'est en partie parce que, depuis 1973, le capital américain a réussi à diminuer le niveau de vie de 80 % de la population américaine, sans rencontrer beaucoup de résistance. En témoigne notamment la chute du pourcentage de grèves tombé presque à zéro. Mais il est possible que cette attaque contre la classe ouvrière ne puisse aller plus loin. Les énormes pertes supportées par les fonds mutuels (fonds de retraite ou autres) des travailleurs lors de l'effondrement des marchés boursiers ; la disparition accélérée des retraites pour des millions de personnes ; le coût exponentiel des soins de santé privés ; les scandales financiers touchant certaines entreprises au cours des dernières années (Enron, Worldcom, Tyco, etc.) ; l'écoeurement croissant devant les indemnités versées à leurs hauts dirigeants par les entreprises pillées (ou les 139 millions de dollars qu'a touchés Richard Grasso, ancien dirigeant de la Bourse – le New York Stock Exchange) ; tous ces événements ont quelque peu érodé la base populiste de droite soutenant la politique néo-libérale d'austérité des trente dernières années. Les grèves des supermarchés et des transports de Los Angeles ont suscité un mouvement de large sympathie populaire et un soutien que l'on n'avait pas vus depuis longtemps. Si l'on voulait ramener le salaire minimum aux Etats-Unis (6,50 dollars de l'heure) à son pouvoir d'achat d'il y a trente ans il faudrait le porter à 18 dollars de l'heure; même une offensive modérée de la classe ouvrière pour regagner le terrain perdu dans ces trois décennies pourrait marquer la fin de l'empire du dollar.

Notes

1. Le PIB, Produit Intérieur Brut est une sorte de concept fourre-tout où entrent un tas d'éléments dont certains n'ont rien à voir avec la production de marchandises et qui peuvent être manipulés à loisir. Bien que le PIB serve toujours de référence pour l'activité économique, les variations, par exemple, de l'indice de la production industrielle donnent une bien meilleure indication de cette activité.

2. Il s'agit évidemment ici de Bush junior, l'actuel président des Etats-Unis.

3. Le terme «reflation» désigne un accroissement de l'activité économique engendrée essentiellement pas l'injection de monnaie et de crédits

4. Les accords de Bretton Woods, en 1944, tentaient d'organiser un système monétaire international en réglemant les relations de change entre les monnaies nationales. Le Fonds monétaire international (FMI) créé à cette occasion devait, par un mécanisme compliqué, intervenir pour empêcher des fluctuations trop importantes des principales monnaies mondiales qui devaient restées définies en relation à l'or ou au dollar fondé aussi sur l'or (et seule monnaie convertible en or). Le déséquilibre des échanges internationaux et l'accumulation de dollars hors des Etats-Unis entraînèrent la chute de ce système et l'abandon par Nixon en 1971 de la convertibilité or du dollar. Cette mesure rompit en même temps la relation du dollar avec les autres devises et entraîna une dévaluation du dollar. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, ce sont uniquement les marchés qui régulent les cours respectifs des monnaies (ce qui entraîne un «flottement» permanent, mais n'empêche pas que l'on ait recours à des manipulations monétaires pour tenter de freiner les mouvements trop brutaux préjudiciables aux équilibres financiers).

5. Le taux de chômage aux Etats-Unis est peu fiable car, calculé, comme ailleurs, sur la base de sondages, il élimine systématiquement les travailleurs à temps partiel, y compris ceux qui ont travaillé une seule heure dans la semaine. De plus, la récente guerre d'Irak mobilise non seulement l'armée de métier mais également les réservistes de la Garde nationale (plus de 200 000 hommes encore sous les drapeaux). Leur activité économique doit être assumée par des embauches – ce qui réduit les statistiques

du nombre de chômeurs.

6. Alan Greenspan est le directeur actuel de la Réserve fédérale, la Banque centrale des Etats-Unis.

7. Nous n'avons pas donné l'équivalent euro des sommes en dollars; en gros, il y a encore peu, on pouvait considérer que un dollar valait un euro, ce qui reste pratique pour de tels calculs, même à considérer la baisse présente du dollar.

8. L'euro, d'abord unité de compte puis unité monétaire commune à différents pays de l'Union européenne. Lancée le 1 janvier 1999, elle était alors pratiquement à parité avec le dollar (1 euro pour 1 dollar) mais ce taux a décliné peu à peu pour atteindre celui de 0,72 euro pour 1 dollar, en octobre 2008.

9. Cela fait approximativement 45 milliards de dollars par mois. Les derniers chiffres d'entrée de ce type de capitaux aujourd'hui nous donnent une idée de la crise aux Etats-Unis. Les achats de titres américains divers avaient atteint 76 milliards en moyenne dans les six premiers mois de 2003 et 50 milliards en août. En septembre 2003 ils n'ont atteint que 4,2 milliards de dollars, un incroyable retournement de tendance qui coïncide avec la dépréciation du dollar sur les marchés financiers.

10. L'école autrichienne dont il est question ici représente une fraction des courants néo-libéraux. Ceux-ci voulaient fournir des recommandations sur les politiques économiques à suivre pour enrayer le chômage et l'inflation des années 1970. Ces théories ont inspiré et inspirent encore les politiques économiques de la plupart des pays occidentaux depuis les années 1980. On peut juger, à la mesure de la crise actuelle, les résultats de telles orientations.

11. Tout récemment, les cours des matières premières essentielles ont atteint des niveaux records: par exemple pour des produits aussi divers que le nickel (20 %), l'huile de palme (48 %), le coton (15 %), le soja (35 %) et le reste à l'avenant. Comme d'habitude, les commentateurs cherchent d'autres raisons que celles venant des problèmes posés par l'évolution du capitalisme mondial. Par exemple, *Le Monde* du 13/11/2003 a prétendu que «*la Chine [faisait] flamber les prix des matières premières*».

12. L'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) est une sorte de cartel des principaux producteurs mondiaux. Elle regroupe la plupart des pays arabes, ceux d'Amérique latine, d'Afrique et l'Indonésie; son but est de tenter une régulation des prix par un certain contingentement de la production.

13. «Etalon dollar», *gold exchange standard*, étalon-or, voir note (4) sur les accords de Bretton Woods. Ces termes définissaient les références pour la fixation du cours des monnaies nationales.

14. Les *maquiladoras* sont les entreprises situées dans la zone frontalière entre le Mexique et les Etats-Unis, où nombre d'industries américaines furent délocalisées pour garantir des taux inédits d'exploitation des travailleurs provenant de toutes les régions du Mexique et de l'Amérique centrale. Ces travailleurs ne bénéficient d'aucune protection sociale et subissent ces conditions de travail inhumaines grâce à une semi-dictature et à la corruption. De plus ils vivent dans des bidonvilles insalubres. Pourtant, ces dernières années, des luttes ont rendu leur exploitation moins rentable pour le capital américain, ce qui a entraîné l'exode des industries vers des pays plus «accueillants», dont la Chine.

15. Shenzhen fut en Chine la première «Zone économique spéciale» destinée à permettre aux firmes occidentales d'exploiter l'inépuisable main-d'œuvre chinoise à des conditions garanties sans équivalent dans le monde capitaliste. Juxtaposée à Hong Kong, la ville est devenue une mégapole industrielle de plusieurs millions d'habitants dont le développement s'étend dans toute cette partie côtière de la Chine, drainant les esclaves salariés de toutes les campagnes du sud de la Chine.

16. Du nom de James Tobin, économiste néo-libéral américain qui cherche des solutions pour réduire la pauvreté par la croissance et le plein emploi et, ce faisant, a forgé une thèse de l'investissement productif concentrée sur les actifs productifs. Le ratio Q^* exprime le coût de remplacement du capital investi. Tobin est devenu célèbre par sa proposition de financer mondialement les investissements en question par la taxation des transactions de change dite «taxe Tobin». Celle-ci prétend décourager la spéculation et renflouer l'économie des pays pauvres. Elle a été célébrée par les altermondialistes de tout poil, enthousiasmés par cette nouvelle mouture de réformisme keynésien.

17. «Marchés dérivés»: marchés boursiers qui spéculent non pas sur les titres mais sur des éléments de ces titres: les taux d'intérêt, les risques de change ou toute autre forme de risque concernant ces valeurs mobilières. Sorte de marchés libres parallèles peu réglementés où circulent des capitaux énormes.

18. *Hedge Funds* (fonds spéculatifs): autre forme de spéculation financière fondée sur une sorte d'arbitrage entre les capitaux engagés notamment dans les opérations sur les monnaies. On peut avoir une idée de l'ensemble des capitaux mobilisés dans toutes ces opérations boursières lorsqu'on constate

que les opérations sur ces monnaies à l'échelle mondiale atteignent plus de 50 fois la valeur du commerce des biens et des services dans une période donnée.

19. ALENA (Accord de libre-échange nord-américain ou, en anglais, NAFTA, North American Free Trade Agreement): accord conclu entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique pour la libre circulation des marchandises mais pas des habitants. Les Etats-Unis ont tiré le plus grand profit de cet accord qui a, par exemple, ruiné l'agriculture mexicaine. Ils exercent actuellement de fortes pressions sur les pays d'Amérique latine pour étendre ce «Marché commun» au continent américain, afin d'apporter une sorte de réponse à la montée de l'Union européenne.

20. *Meltdown*: ce mot anglais exprime la désintégration (notamment du cœur d'un réacteur atomique où l'arrêt du système de refroidissement entraîne la fusion des éléments de ce cœur).

21. Ce problème semble prendre une grande dimension avec le développement récent d'un rapide développement des échanges entre la Chine et l'Inde dont les économies complémentaires pourraient effectivement être les éléments centraux de ce pôle asiatique redouté par les Etats-Unis.

* Q se calcule en divisant la valeur boursière de l'entreprise par la valeur de remplacement du capital fixe. Cette théorie de l'investissement prétend tenir compte des taux d'intérêt, de la rentabilité et des anticipations des investisseurs, anticipations censées influencer les cours boursiers. Ce modèle suppose que les marchés financiers sont parfaits, qu'il n'y a jamais de bulle spéculative et que la valeur boursière d'une entreprise correspond à sa valeur réelle. Qui a dit que seuls les révolutionnaires étaient des doux rêveurs ? (*NdE*)

(2003)

(*Traduit par Echanges et mouvements*)